

En mars 2025, personne n'a répondu que les caisses étaient vides

Les règles budgétaires ne sont pas des lois de la nature. Ce sont des choix politiques.

En mars 2025, les dirigeants européens ont décidé de mobiliser jusqu'à 800 milliards d'euros pour la défense : 650 milliards d'espace budgétaire pour les États membres, 150 milliards de prêts européens. La décision a pris quelques semaines. Personne n'a répondu que les caisses étaient vides.

Dans le même temps, on explique aux soignants, aux enseignants, aux usagers des trains qu'il faudra accepter des restrictions, faute de moyens. Près de six millions de Français n'ont pas de médecin traitant ; 9,8 millions vivent sous le seuil de pauvreté, au plus haut depuis 1996.

La leçon n'est pas que la défense importe moins que la santé, mais que les règles budgétaires cèdent quand la priorité est jugée urgente. La vraie question n'est donc pas « d'où vient l'argent ? », mais « pour qui, et pour quoi, décidons-nous de le mobiliser ? »

Nous sommes un collectif de citoyens. Nous publions un programme de transformation pour la France et l'Europe, chiffré et sourcé.

Notre objectif premier est de mettre un terme à un discours infantilisant. La formule de l'argent magique sert de fin de non-recevoir à toute discussion sur les moyens de l'action publique, et de justification à la réduction continue de notre modèle social. Ce n'est pas un argument économique : c'est un procédé destiné à clore le débat avant qu'il ne s'ouvre. Comprendre qui crée la monnaie et qui décide des règles budgétaires relève de la culture politique élémentaire, pas de l'expertise.

Notre constat tient en quatre ruptures. Six des neuf limites planétaires sont franchies. En 2025, le CAC 40 a redistribué 107,5 milliards d'euros à ses actionnaires, record historique, quand la pauvreté atteignait son plus haut niveau depuis trente ans. Là où les services publics ont reculé, le vote pour ceux qui désignent des boucs émissaires a progressé plus vite qu'ailleurs. Et neuf des dix premiers groupes de presse appartiennent à des milliardaires dont les intérêts dépendent des décisions publiques qu'ils couvrent.

Face à ces ruptures, nous proposons d'investir pour la paix, la santé, l'éducation et l'écologie, et de financer cet effort de manière plus démocratique. Six transformations structurent ce programme : reconstruire les services publics, refonder l'agriculture, réindustrialiser, taxer le capital, démocratiser la monnaie et refonder la démocratie. Vingt mesures en découlent, dont un SMIC à 1 600 euros nets, une garantie d'emploi, 3 000 maisons de santé publiques et 700 000 rénovations thermiques par an, soit 166 milliards d'euros par an ou 5,8 % du PIB.

Trois leviers permettent de le financer. Le premier est fiscal : lutte contre l'évasion, impôt sur la fortune rénové, contribution sur les patrimoines supérieurs à 100 millions d'euros. Le deuxième est la réorientation des aides publiques aux entreprises, que la commission d'enquête sénatoriale de juillet 2025 a évaluées à au moins 211 milliards d'euros en 2023 en soulignant qu'elles ne sont ni lisibles, ni suffisamment conditionnées, ni correctement évaluées. Aucun des deux ne suffira.

Le troisième est monétaire. Soyons précis : créer de la monnaie ne crée pas de ressources. Si la demande dépasse durablement la capacité de production, l'inflation apparaît. Cette contrainte est incontournable, mais c'est elle, et non un chiffre de déficit arbitraire, qui devrait discipliner nos arbitrages. Or certains investissements publics augmentent précisément cette capacité.

Nous proposons de mobiliser la capacité monétaire européenne via un mécanisme associant la Banque européenne d'investissement et la BCE, plafonné, évalué publiquement, soumis à un contrôle

démocratique. Non une création monétaire générale, mais un financement ciblé sur ce qui accroît la capacité productive. Cela suppose de réviser des textes européens : c'est long, mais des règles présentées comme intangibles ont déjà été suspendues en 2020, puis assouplies en 2025. Ce que nous avons rendu financièrement possible pour la défense en quelques semaines, pourquoi refuserions-nous de l'envisager pour l'hôpital, l'école ou l'écologie sur dix ans ?

Nous interpellons les candidats à l'élection présidentielle de 2027 et attendons de chacun un positionnement clair : les règles budgétaires et monétaires européennes sont-elles un cadre à subir, ou un choix à débattre ?

Le manifeste complet, ses chiffrages et ses sources sont librement accessibles sur demaincommenceensemble.org. Ce texte n'en retient qu'une conviction : ce que nous appelons contrainte budgétaire est un ordre de priorités qui ne dit pas son nom.

Les règles ont été écrites par des hommes. Elles peuvent être réécrites. Ce n'est pas une espérance. C'est une décision. Et elle nous revient.

Collectif Demain Commence Ensemble

demaincommenceensemble.org · contact@demaincommenceensemble.org